



www.cgt.fr





L'URGENCE
D'UNE RECONQUÊTE INDUSTRIELLE

L'état de l'industrie en France est sans appel. L'industrie française est en déclin depuis plusieurs années, dépassant à peine 10 % du PIB en 2016, contre 16 % en moyenne dans la zone euro. L'emploi industriel a reculé de près de 25 % en quinze ans pour se situer aujourd'hui autour de 3 millions de salariés.

Contrairement aux discours patronaux, repris par le gouvernement, les salaires qui induiraient le manque de compétitivité des entreprises, n'en sont pas la cause. C'est la primauté à la financiarisation de la gestion des entreprises industrielles depuis près de 40 ans qui fragilise l'industrie dans sa capacité à répondre aux besoins économiques, sociaux et environnementaux.

**C'EST DONC LE CAPITAL QUI COÛTE ET PAS LE TRAVAIL.
LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DOIT ÊTRE BASÉ SUR
LE TRIPTYQUE ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL.**

La construction européenne basée sur l'économie de marché et de la libre concurrence conduit à :

- la réduction des pouvoirs des États,
- la réduction des dépenses publiques et sociales,
- la mise en place de politiques d'austérité d'inspiration libérale,
- la précarisation des travailleurs.

Les réformes territoriale et de l'État poursuivent cette même logique :

- organisation centrée autour des métropoles,
- concurrence accélérée des Régions,
- abandon de pans entiers de l'industrie,
- poursuite des politiques de gestion financière et non pas industrielles.

Les inégalités entre les peuples et entre les citoyens d'un même pays se creusent. Nous sommes en capacité de produire pour satisfaire les besoins de chacun, tout en répondant aux enjeux écologiques auxquels nous sommes confrontés.

IL FAUT POUR CELA INVENTER UN NOUVEAU MODE DE DÉVELOPPEMENT, qui remette l'être humain et le travail au centre, dégagé des intérêts égoïstes au service de la finance et permette l'implication citoyenne et la démocratie afin que le progrès technique renoue enfin avec le progrès social.

PRODUIRE AUTREMENT et mieux nécessite de s'émanciper du mode de développement libéral qui raisonne à court terme, met en place le dumping social et environnemental pour dégager des marges importantes.

LA VISION CGT D'UNE VÉRITABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Il est nécessaire de **RÉINDUSTRIALISER** la France, de relocaliser des capacités de production, mettre en place des circuits courts, l'économie circulaire, l'écoconception, de produire des objets durables, interconnectables, réparables.

Il ne s'agit de tout faire par nous-mêmes car les échanges avec les autres pays sont nécessaires. Mais ils doivent s'équilibrer globalement par une coopération mutuellement avantageuse pour les peuples.

Il ne s'agit pas non plus de promouvoir le consumérisme et le productivisme qui répondent tous deux aux exigences de rentabilité maximale et ne se posent pas la question de l'utilité sociale de la production, ni de son impact sur l'environnement.



L'INDUSTRIE EST AU CENTRE DES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX.

Les questions environnementales (climat, pollutions, biodiversité, matières premières, énergies, accès à l'eau...) et sociales sont au cœur de notre société.

Notre modèle actuel de développement ne peut pas répondre à ces enjeux et cause d'énormes dégâts. Par exemple, nous comptons 20 millions de réfugiés climatiques et nous allons vers les 250 millions en 2050 si rien n'est fait.

L'extrême pauvreté touche encore 10 % de la population mondiale. La très médiatisée COP21 est bien loin de répondre à ces enjeux, tout comme, en France, la loi d'août 2015 sur la transition énergétique. L'industrie est au centre de la réponse à ces enjeux.

Il ne s'agit pas de tourner la page de l'industrie traditionnelle pour ouvrir une page de l'industrie dite « verte » ou « tout numérique », toujours axée sur la logique du profit.

La CGT défend une politique de reconquête industrielle partant de l'existant, où les progrès technologiques sont au service du progrès social et de l'environnement pour répondre aux besoins de tous les citoyens.

Les femmes et les hommes qui travaillent dans les entreprises industrielles savent comment développer, assurer la pérennité de leur activité et de leur savoir-faire collectif.

LA PREMIÈRE DES PRIORITÉS EST D'ARRÊTER L'HÉMORRAGIE DES FERMETURES DE SITES INDUSTRIELS, DES EMPLOIS, DES SAVOIR-FAIRE ET DE LA MAÎTRISE TECHNOLOGIQUE.

Il faut donc revoir les aides aux entreprises pour les réorienter vers la re-génération des sites industriels et la création d'emplois.

LA DEUXIÈME DES PRIORITÉS EST QUE LE DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS INDUSTRIELS PUISSE RÉPONDRE AUX BESOINS ET À L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

Pour cela, l'appropriation collective des entreprises, et en premier lieu celles ayant une importance stratégique, est indispensable pour le développement économique et social sous des formes élaborées par les travailleurs eux-mêmes et les populations.

ENFIN, PAS DE RECONQUÊTE INDUSTRIELLE SANS SALARIÉ.

Le travail a besoin d'être revalorisé et le travailleur d'être au cœur du choix de société et d'une stratégie de développement répondant aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

LE TRAVAIL DOIT ÊTRE UNE SOURCE D'ÉMANCIPATION



Alors que les salariés sont les producteurs de richesses, les exigences de rentabilité immédiate conduisent à considérer l'humain comme du matériel, comme une variable d'ajustement des coûts.

Alors que les salariés sont par nature source de créativité, d'initiatives, nombre d'entre eux ont la boule au ventre en allant travailler.

Il faut revoir les organisations de travail menées sous les contraintes de planning et de coûts car elles sont des facteurs de risques psychosociaux. Elles empêchent un travail de qualité et génèrent ainsi de la malfaçon.

Ne plus souffrir au travail, c'est sortir de l'individualisme, c'est s'organiser collectivement pour mieux se défendre c'est donc se syndiquer à la CGT, c'est se battre ensemble dans le travail et dans la société !

RECONSTRUIRE DU COLLECTIF,

**C'EST AVOIR LES MOYENS DE METTRE EN PRATIQUE
ET DE DÉVELOPPER LES SAVOIR-FAIRE, C'EST AVOIR
DES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI RESPECTENT
LES SALARIÉS ET PRÉSERVENT LEUR SANTÉ MORALE
ET PHYSIQUE.**

AUGMENTER LES SALAIRES

**LES SALAIRES SONT TROP BAS.
LES SALAIRES DOIVENT ÊTRE AUGMENTÉS
AFIN D'ASSURER UNE EXISTENCE NORMALE ET DIGNE
À TOUS ET AFIN DE RECONNAÎTRE LES QUALIFICATIONS,
L'EXPÉRIENCE ET L'ÉGALITÉ SALARIALE FEMMES-HOMMES.**

PORTER LA SEMAINE DE TRAVAIL À 32 H

**LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ SONT ESSENTIELLEMENT
CAPTÉS PAR LES DÉTENTEURS DE CAPITAUX,
PARTICULIÈREMENT LES CAPITAUX FINANCIERS.
ILS DOIVENT PROFITER À L'ENSEMBLE
DE LA COLLECTIVITÉ POUR CRÉER DES EMPLOIS.
IL FAUT TRAVAILLER TOUTES ET TOUS, TRAVAILLER MIEUX,
TRAVAILLER MOINS !**

OBTENIR DES DROITS NOUVEAUX

**C'EST LUTTER CONTRE LA CASSE DU CODE DU TRAVAIL
ET LA CRIMINALISATION DE L'ACTION SYNDICALE.
C'EST EXIGER UN NOUVEAU STATUT DU TRAVAIL SALARIÉ
QUI LIBÉRERA LES SALARIÉS DU CHANTAGE À L'EMPLOI.**



**L'URGENCE
D'UNE RECONQUÊTE
INDUSTRIELLE**

PETIT RAPPEL

La réalité est que la France importe 60 % des produits industriels en lien avec ses besoins. L'insuffisance des capacités de production et le faible niveau d'emplois qualifiés viennent de cette stratégie patronale, soutenue par la puissance publique, consistant à délocaliser la production et à donner la priorité aux placements financiers.

**L'INDUSTRIE EST AU SERVICE DE LA FINANCE
ALORS QUE CELA DEVRAIT ÊTRE L'INVERSE.**

Après Pechiney, Arcelor, la France brade aux investisseurs étrangers ses fleurons industriels comme Alstom, Lafarge, Renault, PSA, Alcatel, Areva... À chaque fois, ce sont des centres de décisions qui s'éloignent des salariés et des pouvoirs publics, un tissu industriel qui est mis à mal et une perte de maîtrise des technologies et savoir-faire.

**DIVIDENDES
VERSÉS AUX
ACTIONNAIRES**

EN 1985 :

5 %

EN 2015 :

25 %

de la valeur ajoutée
dans l'industrie.

**FERMETURES
DÉLOCALISATIONS
EXTERNALISATIONS**

=

**PERTE DE
750 000
EMPLOIS
EN 10 ANS**

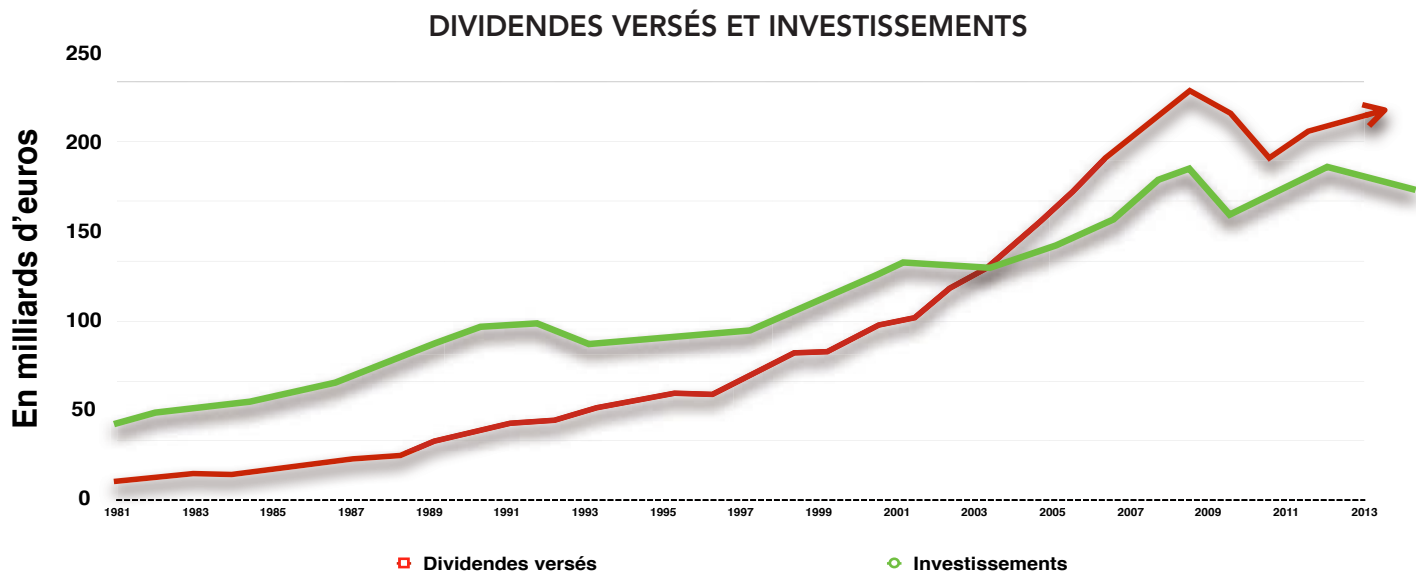
Alors que gouvernement et patronat multiplient les opérations de communication sur la « Nouvelle France industrielle », autour de la « révolution numérique » et de l'« industrie du futur », les salariés restent plus que jamais confrontés à des restructurations destructrices d'emplois, à la dégradation des conditions de travail, à la dévalorisation des qualifications, à la stagnation des salaires menées au titre de la sacro-sainte « compétitivité ».

DES CAUSES IDENTIFIÉES :

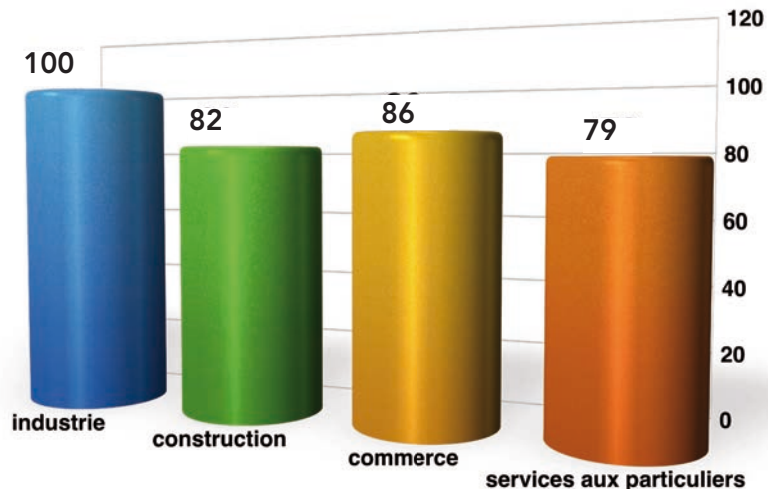


**FINANCIARISATION
DE L'ÉCONOMIE,
DÉLOCALISATIONS,
DÉTOURNEMENT,
ÉVASION FISCALE,
AUSTÉRITÉ,
COMPLICITÉ ÉTATIQUE.**

- **Délocalisations dans un cadre de dumping social, fiscal, environnemental.** Les groupes tentent d'échapper à leurs obligations sociales pour faire exploser leurs bénéfices (exemples flagrants : branches automobile et électroménager).
- **Détournement des résultats de l'entreprise et des gains de productivité vers la rémunération du capital, au détriment :**
 - ▶ Des investissements productifs (machines, maintenance...).
 - ▶ De la recherche et développement (procédés de fabrication, nouveaux produits...).
 - ▶ Du renouvellement des savoir-faire, de l'emploi qualifié (gains de productivité en supprimant des emplois, avec parallèlement explosion de la précarité).



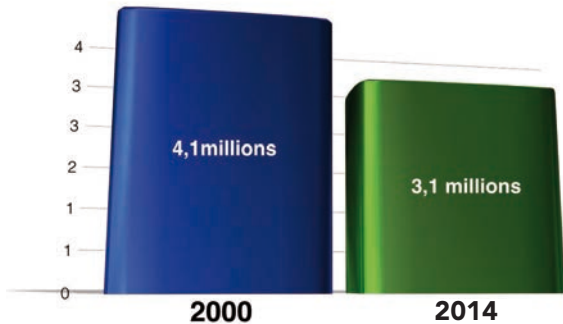
SALAIRE MOYEN DANS DIFFÉRENTS SECTEURS



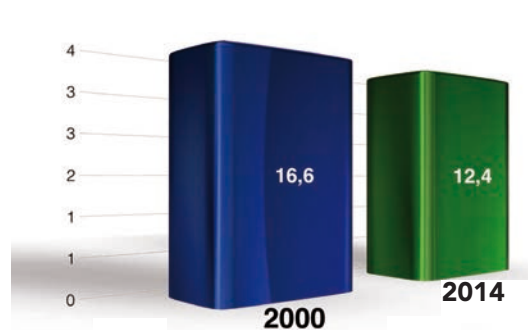
Généralement, le salaire moyen est plus élevé dans l'industrie que dans des secteurs de service comme le commerce ou les services aux personnes.

- Avec l'externalisation, une partie des emplois considérés comme industriels seront présentés comme des emplois de services où les conventions collectives sont souvent moins protectrices.
- De plus, l'externalisation conduit à tirer aussi les salaires vers le bas.

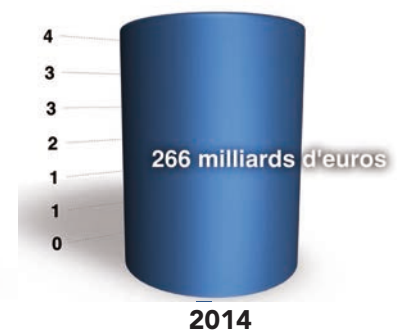
EMPLOIS INDUSTRIELS, hors intérim



PART INDUSTRIE DANS LE PIB



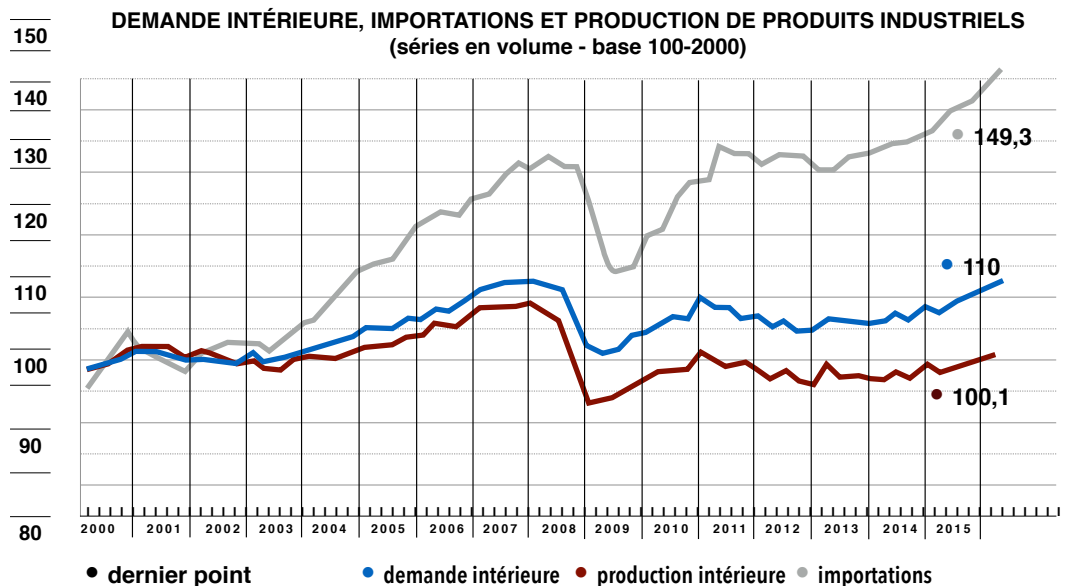
RICHESSES PRODUITES PAR L'INDUSTRIE



DES CHOIX ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET SOCIAUX DÉSASTREUX !

Le dogme de la compétitivité aborde le travail comme un coût et un certain nombre de mesures sont mises en œuvre afin de le réduire : baisse des salaires et exonération de cotisations sociales, licenciements, qualification non reconnue et contrat de travail précaire, organisation de travail aliénante (Lean management Wall Street).

**LA COMPÉTITIVITÉ SERT DE PRÉTEXTE POUR RÉDUIRE LES DROITS DES SALARIÉS
ET NE RESOUD PAS LE PROBLÈME DE LA DÉSINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE...**



CONSTAT

60 % des produits industriels sont importés (posant également la question de la très faible rémunération du coût du transport, maritime-routier, le coût transport dans un produit importé étant de 1,5 % maximum).

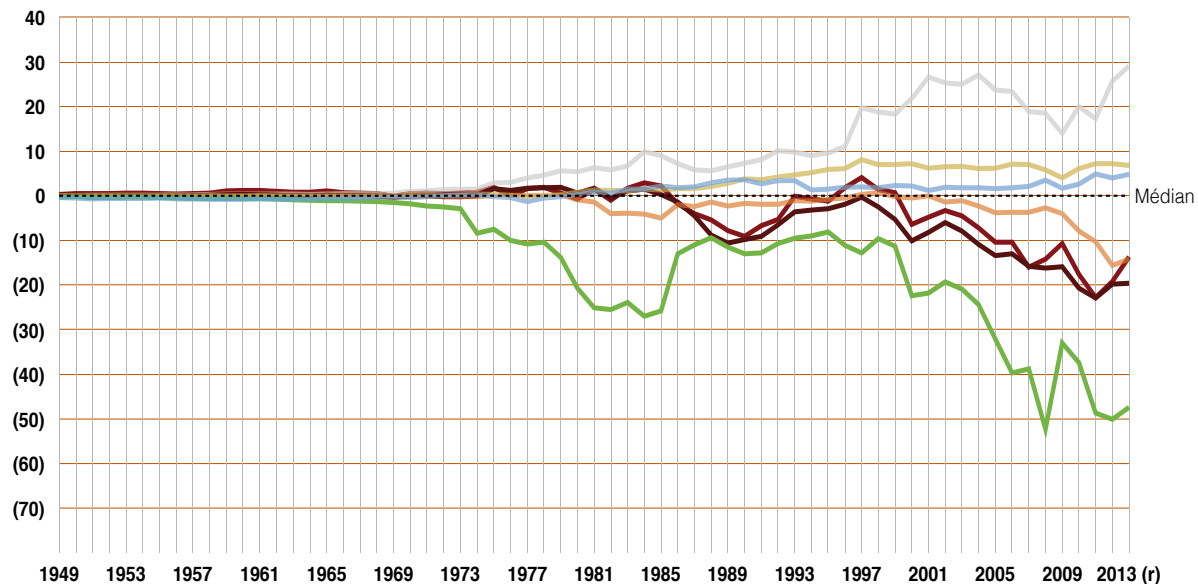
Si on relocalisait la production, ne serait-ce que d'un tiers de ces produits, ce serait des centaines de milliers d'emplois recréés dans le pays.

C'est bien le besoin de production qui répond aux besoins, à la demande, que nous avons à porter, en lien avec la formation, la recherche et le développement des services publics.

LES CAUSES DE LA DÉINDUSTRIALISATION EN FRANCE PROVIENNENT DE CHOIX POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES.

- **Politiques d'austérité, avec une forte baisse de la commande publique et une pressurisation des salaires, entraînant une véritable récession économique et sociale.**
- **Un État qui considère que la France n'a plus vocation à produire sur son territoire.**
- **Un État qui accompagne les entreprises face aux dérives financières alors même que des filières stratégiques sont menacées (sidérurgie, automobile, navale, ferroviaire, électroménager, énergie...).**

SOLDE DE LA BALANCE COMMERCIALE PAR GROUPE DE BIENS (en milliards d'euros)



- Agriculture, sylviculture et pêche
- Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution
- Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac
- Cokéfaction et raffinage
- Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines
- Fabrication de matériels de transport
- Fabrication d'autres produits industriels

Source : Insee

OUI AU BESOIN
DE L'OUTIL
INDUSTRIEL
ET AU MAINTIEN DES INVESTISSEMENTS !



NOUS, SALARIÉS DE L'INDUSTRIE, DISONS

STOP À LA CASSE DE NOS EMPLOIS
ET DE NOTRE OUTIL
DE TRAVAIL !

**PROPOSITIONS
REVENDEICATIONS
LUTTES**



LA CGT EST POUR UNE INDUSTRIE QUI RÉPONDE AUX BESOINS ACTUELS ET FUTURS

RÉPONDRE AUX BESOINS FONDAMENTAUX qui restent immenses (alimentation, énergie, transport, logement, éducation, santé, culture...).

PRODUIRE AUTREMENT ET MIEUX pour les salariés sur un autre modèle de développement. Cela nécessite de s'émanciper du mode de développement libéral qui raisonne à court terme, met en place le dumping social et environnemental pour dégager des marges importantes.

IL EST URGENT DE RÉINDUSTRIALISER NOTRE PAYS, mettre en place des circuits courts, l'économie circulaire, l'écoconception, de produire des objets durables, interconnectables, réparables. Cela nécessite de développer les modes de transports collectifs les moins polluants, de réfléchir sur l'urbanisme, les temps et l'organisation du travail.

IL Y A NÉCESSITÉ DE PARLER ET DE GAGNER DES COOPÉRATIONS mutuellement avantageuses pour les peuples, avec une industrie appuyée par la recherche, notamment publique, répondant réellement aux besoins et à l'émancipation des peuples et des travailleurs, aux besoins sociaux et environnementaux et non plus aux seuls intérêts du capital dans une concurrence et compétitivité acharnées.

La CGT
met en débat
sa proposition de
développement
humain
durable.

LA CGT N'OPPOSE PAS VIEILLE ET NOUVELLE INDUSTRIE

L'INDUSTRIE, SOCLE D'UNE ÉCONOMIE, doit servir la réponse aux besoins de la population, quel que soit le pays, le continent, à commencer par l'énergie, l'eau, l'habitat et la santé ainsi que les secteurs des transports et l'alimentation.

L'INDUSTRIE DU FUTUR, LE NUMÉRIQUE

Dire vouloir développer une industrie du futur tout en laissant fermer les sites industriels les uns après les autres est une illusion. Il faut investir pour moderniser les usines, renouveler le parc d'équipements. Nous devons anticiper les mutations technologiques qui ne doivent pas supprimer des emplois mais les transformer et il faut donc augmenter la qualification en étant exigeant sur la formation initiale et continue.

Le numérique doit servir au progrès social et ne pas être un outil au service du capital.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MODERNE SUPPOSE DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

en matière d'éducation, de santé, de recherche, de transport, etc.

Pour sa part, le développement de ces services dépend aussi de l'existence et de la puissance d'un appareil productif et particulièrement des bases industrielles capables de produire des biens et équipements nécessaires.

La maîtrise de la recherche, l'investissement en particulier des entreprises publiques, la formation, la reconnaissance des qualifications, la refonte parfois des classifications sont autant de défis dans les entreprises et dans nos conventions collectives.

POUR LA CGT L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE EST INTIMEMENT LIÉE AU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE AMBITIEUSE

L'efficacité énergétique implique l'isolation massive des bâtiments, le développement des transports collectifs, de favoriser le rail, le fret ferroviaire, le fluvial, de travailler sur les process industriels utilisant moins d'énergie pour le même service rendu.

METTRE EN PLACE UNE VÉRITABLE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Pour la CGT, il n'y a aucune opposition entre reconquête et développement des activités industrielles, et engagement pour structurer l'économie circulaire, tout au contraire.

UTILISONS LES DIFFÉRENTES FORMES DE PRODUCTION

D'ÉNERGIE en complémentarité, car aucune forme de production n'est capable à elle seule de répondre aux enjeux qui nous sont posés.

Développer des filières industrielles pour les énergies renouvelables afin de les amener à maturité.

Diminuer nos émissions de gaz à effet de serre et répondre aux besoins énergétiques nécessite de continuer à utiliser l'énergie produite à partir de l'atome.

NOUS DEVONS AVOIR LES LEVIERS POUR AGIR SUR LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE.

C'est notre proposition de pôle public de l'énergie.

11,5
MILLIONS DE
CITOYENS SONT
EN PRÉCARITÉ
ÉNERGÉTIQUE

FINANCER L'EMPLOI ET LA CRÉATION DE RICHESSES DANS L'INDUSTRIE

DANS LES ENTREPRISES

Les salariés et leurs représentants doivent avoir le pouvoir d'imposer le financement par les banques de projets industriels répondant à des critères précis en matière sociale (emploi, salaires, formation), économique (création de valeur ajoutée dans les territoires), et écologique (économies d'énergie et de ressources naturelles).

CRÉDITS BANCAIRES À TRAVERS DES FONDS POUR L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Au lieu d'inonder le patronat d'aides publiques, l'État et les régions doivent faire levier sur les crédits bancaires. Ceux-ci doivent accorder ou non des bonifications d'intérêts ou des garanties d'emprunts, à condition que les crédits bancaires ainsi mobilisés servent à la création d'emplois et de richesses dans les territoires.

LA CRÉATION D'UN PÔLE FINANCIER PUBLIC DÉMOCRATIQUEMENT ADMINISTRÉ PAR LES CITOYENS, LES SALARIÉS ET LEURS REPRÉSENTANTS servirait à peser sur les critères de financement des banques, bien autrement que ce que fait la BPI aujourd'hui et sur une bien plus grande échelle.

POUR LA CGT, LA CITOYENNETÉ NE S'ARRÊTE PAS AUX PORTES DE L'ENTREPRISE

REPRÉSENTATION COLLECTIVE EFFECTIVE ET AMÉLIORÉE POUR TOUS LES SALARIÉS. Pas un salarié sans représentant du personnel, car les salariés, quel que soit leur statut dans l'entreprise, doivent avoir les mêmes droits.

POUR UN EXERCICE RÉEL ET SANS ENTRAVE DU DROIT DE SE SYNDIQUER, de s'impliquer dans le syndicat de son choix. La liberté syndicale est un droit fondamental inscrit dans la Constitution et dans les normes internationales. Pourtant, par peur de représailles, beaucoup de salariés hésitent à franchir le pas de la syndicalisation. Il faut donc prévenir, sanctionner et réparer les discriminations et atteintes aux libertés syndicales.

DROIT DE VETO DES COMITÉS D'ENTREPRISE sur les plans de suppression d'emplois. Nouveaux droits d'intervention et moyens effectifs aux représentants du personnel dans les Comités d'Entreprise Européens (CEE).

CONTRÔLE ET ÉVALUATION DES AIDES PUBLIQUES aux entreprises car elles doivent être conditionnées à l'emploi, à l'investissement.

RÉGLEMENTATION STRICTE DE LA SOUS-TRAITANCE EN CASCADE afin que les entreprises donneuses d'ordres assument leur responsabilité sociale et le développement des comités interentreprises.

Il y a un besoin urgent de réindustrialiser la France pour répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

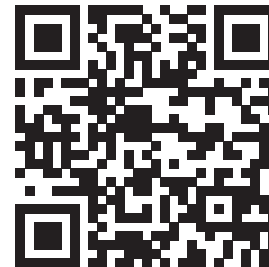
Il y a un besoin urgent d'une vision industrielle à long terme avec un État qui rompt avec les politiques libérales et d'austérité, et dont la stratégie sera d'anticiper, de prévoir, d'organiser et de se projeter, en particulier dans les entreprises où il a la main.

RECONQUÉRIR L'INDUSTRIE, C'EST PLANIFIER SON DÉVELOPPEMENT !

Dans de nombreux territoires, la CGT porte des projets industriels visant la création de milliers d'emplois.

Par ailleurs, la CGT mène aussi une campagne visant à dénoncer le coût du capital, les logiques financières de court terme prenant le pas sur des logiques industrielles de moyen et long terme.

(www.cgt.fr/-Cout-du-capital-.html) ou flashez le code ci-dessous.



Dépassons le constat, ayons des propositions,
donnons des perspectives, poursuivons
et amplifions la campagne sur le coût du capital
car elle est la clef de la compréhension
des causes de la désindustrialisation,
liant bataille industrielle et services publics.

Travaillons ensemble, construisons les projets
avec les salariés, en France, en Europe.

Ne dissociions pas bataille industrielle
et garanties collectives.

Mettons au centre le travail, son sens, sa finalité,
son contenu, la répartition des richesses
qui en découle, les salaires, le temps de travail.